



Chantal Petitclerc, sénatrice

Présidente

Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

Sénat du Canada

Ottawa (Ontario)

K1A 0A4

Madame la Sénatrice,

À la suite de l'ordre de renvoi du 14 décembre 2017 autorisant le Comité sénatorial permanent des Affaires sociales, des sciences et de la technologie (le Comité) à examiner les questions relatives aux affaires sociales, aux sciences et à la technologie en général et à en faire rapport, et à entreprendre une étude sur un fonds de financement social, nous sommes heureux de répondre au nom du gouvernement du Canada aux recommandations formulées par le Comité dans son rapport de mai 2018 intitulé *Le rôle du gouvernement fédéral dans un fonds de financement social*.

Nous aimerions remercier les membres du Comité pour leur rapport et leurs recommandations sur la finance sociale et pour leur contribution au débat public sur cette question.

Bien que le Canada est un pays prospère, un bon nombre de ses communautés font toujours face à des défis sociaux persistants et complexes qui rendent la réussite et la réalisation du plein potentiel difficile pour certaines personnes – dont les Autochtones, les aînés, les jeunes, les immigrants, les personnes handicapées, les membres des communautés LGBTQ2 et les femmes qui fuient la violence. Un consensus se dégage sur la base d'un engagement important des parties prenantes selon lequel la finance sociale peut jouer un rôle dans la résolution de problèmes sociaux complexes, ce que les mesures traditionnellement financées ne pourraient pas autrement.

Les organisations à vocation sociale, l'ensemble des organisations ayant pour mission de promouvoir les objectifs sociaux et environnementaux, s'engagent de plus en plus dans l'innovation sociale et la finance sociale pour relever ces défis, tout en exprimant des préoccupations concernant l'accès à de nouveaux capitaux, les pratiques de financement rigides et la nécessité d'acquérir de nouvelles compétences et de nouvelles données.

Dans ses lettres de mandat de 2015, le gouvernement s'est engagé publiquement à élaborer une stratégie d'innovation sociale et de finance sociale pour le Canada. En juin 2017, le gouvernement du Canada a mis sur pied un Groupe directeur sur la co-crédation d'une stratégie d'innovation sociale et de finance sociale représentant un large éventail de secteurs, y compris les secteurs caritatif, privé, financier et universitaire, pour conseiller le gouvernement au sujet d'une stratégie à adopter. Le Groupe directeur et Emploi et Développement social Canada ont mené un processus de consultation et de mobilisation communautaire d'une durée d'un an, ce qui s'est traduit par plus de soixante séances de mobilisation en personne, deux processus en ligne et des activités de sensibilisation auprès de plus de 15 000 Canadiens et plus de 400 intervenants experts de partout au pays. Nous avons constaté que le Canada a une autre occasion de s'attaquer aux obstacles à l'innovation sociale et à la finance sociale en encourageant l'investissement, en

créant un environnement propice à l'expérimentation, en élargissant les pratiques prometteuses, en réunissant des gens et en examinant leurs idées, ce qui créerait des retombées sociales et environnementales mesurables.

Le rapport du Groupe directeur, *Pour l'innovation inclusive : Nouvelles idées et nouveaux partenariats pour des collectivités plus fortes - Recommandations finales du Groupe directeur sur la co-crédation d'une stratégie d'innovation sociale et de finance sociale*, a été rendu public en août 2018. Dans son rapport, le Groupe directeur recommande la création d'un fonds de financement social et d'investissements dans le renforcement des capacités, et de donner suite à une série de mesures gouvernementales visant à favoriser l'innovation sociale d'une façon plus générale, afin de donner aux collectivités les outils et les ressources dont elles ont besoin pour innover et améliorer les résultats. Nous notons que le Comité sénatorial a également entendu un éventail d'experts qui ont étudié, créé ou administré des fonds de financement social, ainsi que deux experts internationaux et trois membres du Groupe directeur.

Ensemble, les deux rapports et leurs recommandations renforcent les messages que nous avons entendus à propos des succès observés et du potentiel de l'innovation sociale et de la finance sociale. Les organisations caritatives, à but non lucratif et à but social ont généré de nombreuses solutions innovantes, mais ont souvent besoin de partenaires prêts à investir pour concrétiser ces idées. Un marché de finance sociale fort permettrait aux investisseurs potentiels de s'associer à des innovateurs sociaux et de travailler ensemble pour résoudre les plus grands défis sociaux de notre pays.

Le gouvernement s'emploie à remplir son mandat consistant à élaborer une stratégie d'innovation sociale et de financement social. À cette fin, le gouvernement a récemment annoncé lors de l'Énoncé économique de l'automne 2018 un financement pouvant atteindre 755 millions de dollars sur dix ans afin d'établir un fonds de finance sociale. Le gouvernement propose également un financement de 50 millions de dollars sur deux ans consacré à un volet d'investissement et de préparation destiné aux organismes à vocation sociale afin que celles-ci soient davantage en mesure de participer avec succès au marché de la finance sociale. Le fonds de finance sociale fera ce qui suit :

- Soutenir des solutions novatrices à un vaste éventail de défis sociaux dans le cadre d'un processus concurrentiel, transparent et fondé sur le mérite.
- Attirer de nouveaux investissements du secteur privé dans le secteur de la finance sociale. On s'attend à ce que le fonds mobilise un financement égal provenant d'autres investisseurs.
- Partager avec les investisseurs privés les risques et les avantages liés à tout investissement.
- Appuyer les investissements qui ne sont pas encore viables sur le marché commercial.
- Aider à créer à terme un marché autosuffisant de finance sociale qui n'exigerait pas un soutien continu du gouvernement.

Des détails entourant la gouvernance et les paramètres du Fonds seront mis au point au cours des prochains mois et présentés au début de 2019. En plus de prendre ces mesures, le gouvernement continuera d'étudier les autres recommandations du rapport du Groupe directeur.

Nous nous sommes engagés à travailler avec tous les partenaires pour contribuer à stimuler l'innovation sociale et la finance sociale au Canada et à obtenir de meilleurs résultats grâce aux investissements sociaux.

Nous voudrions une fois encore remercier le Comité pour cette contribution importante et opportune alors que nous développons des options pour une stratégie d'innovation sociale et de finance sociale.

Nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations distinguées.



L'honorable Jean-Yves Duclos, C.P., député  
Ministre de la Famille, des Enfants et du  
Développement social



L'honorable Patty Hajdu, C.P., députée  
Ministre de l'Emploi, du Développement de la  
main-d'œuvre et du Travail